

AUX ÉLECTEURS

DU DÉPARTEMENT DU RHONE.



Lyonnais par la naissance et par le cœur, je ne pensais pas avoir besoin de m'adresser à mes concitoyens. J'ai toujours vécu au milieu d'eux, et, s'ils ne me connaissent pas, je ne suis pas digne de me présenter à leurs suffrages; car je n'admettrai jamais comme sérieuse une candidature pour laquelle on se demanderait quel est le candidat et quels sont ses titres.

J'aurais donc gardé le silence; mais des ennemis de la République, connaissant le dévouement de quelques citoyens pour le peuple, cherchent à l'éloigner de ses amis.

Aux patriotes, on a dit de moi, c'est un aristocrate, un girondin, un légitimiste, un orléaniste.

Aux électeurs de la classe bourgeoise, on a dit, au contraire, c'est un montagnard, un communiste, un petit Robespierre. (Historique.)

Je me suis vu obligé de rappeler en peu de mots, malgré la répugnance que j'éprouve à parler de moi, mes principes, puisqu'ils ont été méconnus, mes services démocratiques puisqu'on veut les faire oublier.

Avocat depuis dix ans au barreau de Lyon, nul n'a plaidé autant que moi les causes politiques où les libertés de la presse, de l'association, de l'imprimerie, étaient attaquées. Nul, plus que moi, ne s'est montré radicalement et franchement démocrate. Nul n'a combattu avec plus de conviction et de vigueur les lois de septembre, fruit honteux de la colère, du despotisme et de la peur.

Dans cette guerre glorieuse que j'avais déclarée à l'ancien régime, je ne me suis point borné aux luttes du barreau, où les exigences de position commandent la modération du langage. Dans trois ouvrages philosophiques, j'ai fait la critique amère des hommes et des choses du dernier règne; j'ai poursuivi sans pitié tous les vices, tous les abus de l'organisation sociale. Constamment j'ai réclamé les droits de la pauvreté et du travail; j'ai demandé un des

* 1) Philosophie des religions et des d'Antoine, Paris, 1863.

2) Esquisse d'un nouveau système philosophique, Paris, Janvier, 1867.

3) Dieu, l'homme, l'humanité et ses progrès, Paris, Janvier, 1867.

En 1850, il publia son "Esquisse de la Philosophie de Boullain d."

premiers l'éducation gratuite, commune et égalitaire, et je puis dire sans orgueil que j'ai pris une part, quelque minime qu'elle soit, au mouvement des idées qui a emporté le trône de Juillet.

Si je ne suis point intervenu dans le journalisme, si je n'ai pas écrit une ligne de politique dans aucune feuille de Lyon, c'est qu'aucune ne représentait dans leur entier mes convictions radicales (1). Une seule fois, en rendant compte d'un procès, quinze jours avant la Révolution de février, j'ai attaqué le ministère de honte et de corruption sous lequel gémissait la France. J'ai écrit cet article dans la *Tribune*, le seul journal qui pût s'accorder avec mes sentiments républicains (2).

Depuis un an, j'avais fondé la société secrète des philosophes démocrates.

Récemment encore, j'ai poussé le zèle et la liberté de la défense jusqu'à me compromettre pour un malheureux client. Accusé d'avoir rédigé un Mémoire adressé au Roi, où des fonctionnaires publics, des hommes du pouvoir auraient été diffamés, j'ai dû comparaître devant la cour d'Assises de la Côte-d'Or, et s'il ne s'était pas trouvé des patriotes dans le jury, peut-être la révolution de Février eût été pour moi, comme pour d'autres détenus politiques, le signal de la délivrance.

Voilà ce que j'ai fait pour la liberté.

Je n'ai point limité mes efforts à l'ordre politique. Dès 1844, je provoquais le gouvernement à la réalisation des idées sociales.

Ecrivain, je posais les principes, j'indiquais les problèmes de l'avenir;

Avocat, j'ai défendu, sans autre mobile que mes sympathies, la cause sainte des travailleurs et des pauvres, et c'est principalement dans ces luttes, qui seront les plus doux souvenirs de ma vie, que j'ai mis tout ce qu'il y a en moi de conviction et d'énergie.

(1) Dans le *Moniteur judiciaire*, dans le *Rhône* et dans tous les autres journaux, je n'ai adressé de temps en temps que des comptes-rendus de procès, et le plus souvent sur la demande de mes clients qui réclamaient la publicité.

(2) Le *Tribun du Peuple* m'a jeté à la tête l'épithète commune et banale de *patriote du lendemain*, j'ai caché mes idées démocratiques. Interrogez tous mes amis, rappelez-vous les discours que j'ai prononcés, les écrits que j'ai composés et dans lesquels je disais : (Exposé d'un Nouveau Système, page 120) *la monarchie représentative est un mensonge*; et, page 121, *l'idéal du gouvernement est donc ce qu'on nomme république*. Quand j'écrivais, dans une apostrophe aux rois : *Les peuples sommeillent, ils ne sont pas morts; ainsi, ne vous réjouissez pas trop, despotes, vos trônes s'abîmeront un jour sous la main de Dieu*. (Dieu, l'Homme, l'Humanité et ses progrès, page 206.) Je n'ai pas été au banquet réformiste : et croyez-vous donc de bonne foi que ce n'est pas à tort pour quelques-uns qu'on a donné un brevet de démocratie à tous ceux qui s'y trouvaient? J'avais préparé un toast, *au suffrage universel!* quand j'appris qu'il fallait se soumettre à une commission de censure préalable. Je ne voulus pas, et je m'abstins. Ces faits sont au vu et su de mes amis.

Si jamais j'ai déserté la défense juste d'un malheureux, qu'il se lève et m'accuse.

Je suis contraint à parler de ce que j'aurais voulu taire, car je n'attends d'autre récompense de ma conduite que l'estime des gens de bien et le témoignage de ma conscience. On m'a calomnié, je me défends.

Je dirai donc aux travailleurs, que j'ai toujours aimés : Si vous me choisissez parmi vos représentants, je vous dévouerai ma pensée, mon âme, ma vie. J'emploierai à soutenir vos droits à la tribune nationale, le même zèle que j'ai mis à protéger au barreau vos intérêts menacés.

Si vous me refusez vos suffrages, je ne ferai entendre aucune plainte; je continuerai à défendre votre cause tant qu'il me restera un souffle de vie. Avocat, écrivain, je vous appartiens tout entier; c'est dans votre émancipation intellectuelle, matérielle et morale qu'est le progrès et la civilisation de l'avenir.

Aux électeurs propriétaires et capitalistes, je dirai : De quoi vous alarmez-vous ? pourquoi criez-vous partout : Respect à la propriété, respect à la famille !

La propriété ! le peuple la veut, car elle est la conséquence du travail. N'est-ce pas le peuple qui a poursuivi et arrêté les incendiaires et les voleurs ? N'est-ce pas de lui qu'est parti l'exemple de cet ordre imposant, qui fait depuis deux mois l'admiration du monde?..

La famille ! oh ! ce n'est pas le peuple qui veut la détruire, car jusqu'à présent elle a été sa seule joie, sa seule consolation.

Rassurez-vous ! le peuple ne veut pas vous arracher vos terres et vos rentes.

Ce qu'il veut, c'est la réforme radicale d'institutions décrépites, la reconstruction entière d'un édifice social partout lézardé.

Ce qu'il veut, c'est qu'il n'y ait plus de privilèges ni d'aristocraties ;

Ce qu'il veut, c'est que toutes les inégalités sociales disparaissent, et que le règne de la justice soit définitivement constitué ;

Ce qu'il veut, oh ! ne craignez rien, ce n'est pas vous dépouiller ou vous blesser, c'est vous appeler tous à cet embrassement fraternel qui doit unir tous les citoyens dans une seule et grande famille.

En lui prêtant d'autres pensées, vous le calomniez. Tous ceux qui sont venus lui prêcher la communauté des biens et l'abolition de la famille, ne les a-t-il pas chassés de ses assemblées comme des fous ou comme des traîtres ?

Le danger pour vous n'est pas à suivre la marche providentielle des sociétés modernes ; il serait plutôt à méconnaître la mission de l'avenir, à lui opposer un obstacle impie.

Venez donc à nous avec confiance si vous êtes sages. Nous seuls pouvons construire un édifice assez solide et assez large pour vous réunir tous sous le même abri.

Point d'idées rétrogrades : l'humanité ne recule jamais. Marchons résolument où le progrès nous entraîne. C'est Dieu lui-même

qui ouvre devant nos pas une carrière inexplorée de paix et de bonheur.

Il est temps enfin que la société assure à chacun de ses membres l'existence par le travail.

Il est temps que l'association et la solidarité remplacent l'individualisme et la concurrence.

Il est temps de favoriser l'augmentation des subsistances, d'honorer et d'encourager l'agriculture, de la dégrever de charges trop onéreuses.

Il est temps d'abolir les impôts sur les objets de première nécessité, d'accroître les ressources du travailleur, et de diminuer les dépenses qui l'accablent (1).

J'ai entendu dire : *Point d'avocats! point de savants!* Ce cri, travailleurs lyonnais, je ne vous l'ai point imputé. Ce sont vos ennemis qui l'ont poussé, vos ennemis, qui, sachant l'ignorance où vous tenait par calcul l'ancienne société, ont voulu vous détourner de choisir des défenseurs plus capables pour seconder ceux de vos frères que vous enverrez à l'Assemblée.

Vous ne vous laisserez pas prendre à ce piège grossier. Ce n'est pas comme avocat, d'ailleurs, que je me recommande à vous, c'est comme penseur, comme m'étant voué depuis longtemps à l'étude des réformes sociales.

Vous pourrez choisir de plus dignes et de plus capables que moi. Je m'en applaudirai. Toutefois je n'ai pas dû décliner la candidature qui m'était offerte. Comme je conçois le mandat de représentant, c'est une mission toute de péril et de dévouement : il doit jurer de mourir, au besoin à son poste, plutôt que de laisser périr notre chère et naissante république.

Si, malgré mon insuffisance et ma jeunesse, vous me donnez vos suffrages, vous trouverez en moi le cœur d'un honnête homme et le patriotisme d'un citoyen.

ANDRÉ PEZZANI.



(1) On trouvera dans mes ouvrages philosophiques l'exposé de mes idées sur le paupérisme, sur l'aristocratie, sur les inégalités sociales, sur le mode de produire l'égalité, sur l'enseignement, sur le classement des citoyens par la justice.

De même, on pourra consulter mes deux récents discours : 1° Elections à l'Assemblée nationale, avec des notes ; 2° Essai sur l'organisation du travail.

J'ai dû dans cette adresse aux électeurs, m'abstenir de développements trop longs.

La Croix-Rousse. — Imprimerie de Th. LÉPAGNEZ.

Les idées de Ballanche aboutissent ainsi à un républicanisme démocratique vaguement teinté de socialisme (cf. Pierre Leroux)